

Bien que les capacités de Syncrude soient considérables, je crois que nous n'avons pas la technologie nécessaire pour exploiter à fond nos ressources. Néanmoins, il est essentiel que l'industrie et le gouvernement, ainsi que tous les secteurs de notre économie, fassent tout leur possible pour mettre cette richesse en valeur; nous pourrions ainsi trouver un moyen de produire du pétrole meilleur marché des sables bitumineux.

Le gouvernement n'est pas en mesure d'entreprendre cette tâche à lui seul. Mais il peut y collaborer. Il sera nécessaire d'investir de grandes sommes d'argent et les gouvernements fédéral et provinciaux seront appelés à faire des dépenses considérables. Mais ce n'est pas un mal, car il est normal qu'ils y participent. Notre économie est assez vaste pour que l'État et l'entreprise privée s'y côtoient. Ils peuvent collaborer comme des amis, pas nécessairement comme des ennemis. Les sociétés ne sont pas nécessairement des exploités. Les gouvernements ne sont pas nécessairement inefficaces. Les mythes de ce genre durent depuis trop longtemps.

Il appartient sûrement au gouvernement de fournir l'armature d'une entreprise comme celle à laquelle nous nous sommes attaqués. C'est au gouvernement qu'il appartient, de concert avec les gouvernements provinciaux, d'établir une politique nationale et d'assurer nos besoins futurs en pétrole.

Une voix: Pourquoi le gouvernement ne le fait-il pas?

M. Anderson: Je suis persuadé que les députés, spécialement mon honorable ami qui siège en face de moi, estiment que si nous risquons de nous tromper, il vaut mieux risquer d'avoir trop de pétrole que pas assez. Dans cinq ou dix ans, ce n'est pas avec des discours qu'on chauffera nos maisons, ce ne sont pas les discours ni les théories politiques qui nous donneront le carburant nécessaire à nos véhicules. Pour cela, il n'y a qu'un moyen: c'est de faire démarrer ce projet en fournissant la technique, les capitaux et les travaux nécessaires à cette fin.

● (1510)

Si dans 10 ans d'ici le pétrole se vend \$4 le baril et que nous sommes inondés de pétrole Syncrude à \$11 le baril, tant mieux à mon avis; parce qu'un jour, ce pétrole nous sera nécessaire. On se dira alors que la Chambre avait vu juste lorsqu'elle a fait en sorte qu'il y ait suffisamment de pétrole pour l'industrie canadienne et pour les consommateurs canadiens dans un an, 10 ans ou 20 ans d'ici.

Pour conclure, permettez-moi de faire un parallèle avec la décision au siècle dernier de construire un chemin de fer transcontinental malgré la très faible population d'alors. Si nous n'avions pas construit de chemin de fer, notre population serait encore très faible. Si nous avions un gouvernement composé de certains oppositionnels, j'estime, avec toute la considération que je leur dois, que nous en serions encore à parler du rêve national; nous en serions restés à l'époque des canoës et des portages, et le rêve national serait devenu un cauchemar.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Madame l'Orateur, c'était très intéressant d'entendre le député de Comox-Alberni (M. Anderson) approuver la construction du C.P. Je ne veux pas remonter trop loin en

Droit fiscal

arrière, à l'instar de mes honorables amis d'en face, mais il vaut la peine de noter en passant que l'on a eu beaucoup de mal à construire le C.P. à cause de tous les obstacles érigés par les prédécesseurs des libéraux d'en face.

Ceci dit, je suis d'accord avec le député en ce qui concerne les investissements que le gouvernement compte faire de pair avec l'Alberta et l'Ontario dans le projet Syncrude. Nos réserves de pétrole sont précaires et, à mon avis, ce serait tragique de laisser tomber le projet Syncrude sans tenter le maximum pour qu'il aille de l'avant même si cela comporte des risques véritables mais qui seront sans doute partagés par les compagnies privées et les gouvernements.

Même si je n'ai guère l'envie de me disputer avec mes amis du N.P.D., je dois dire qu'une des pires absurdités que j'aie entendues à la Chambre, c'est qu'on ait suggéré que le gouvernement du Canada et les provinces essaient de réunir tout l'argent nécessaire, soit environ 2 milliards de dollars, pour financer le projet Syncrude au lieu de laisser quelques compagnies multinationales prendre leur part des risques. J'ai rarement entendu une suggestion aussi fantastique et aussi folle que celle-ci, même de la part de mes amis de ce parti.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'aimerais maintenant adresser quelques commentaires à ceux qui détiennent les pouvoirs et les responsabilités à propos de l'amendement inscrit au nom de mon collègue de Northumberland-Durham (M. Lawrence).

Je me rends compte que nous ne sortirons peut-être pas vainqueurs du vote sur l'amendement qui aura sans doute lieu d'ici quelques heures. Nous nous réjouissons cependant de ce que les députés qui sont carrément en faveur d'une augmentation sans précédent des recettes du gouvernement provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers, auront l'occasion de se faire connaître et à la Chambre et au reste du pays.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Il convient de noter en passant que lorsque le ministre parle de réduire les impôts, il ne les réduit pas effectivement; il prend simplement un peu moins qu'il aurait pris normalement. Compte tenu des réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers dont il se vante, les chiffres qu'il a fournis à l'appui de son budget de novembre indiquent qu'il prévoit extorquer des contribuables environ 1,215 millions de dollars de plus qu'ils n'auront à verser durant l'année financière en cours. Nous nous réjouissons également de ce que tous ceux qui souscrivent à la doctrine de dépenses du gouvernement ou aux restrictions qu'il voudra s'imposer en dernier ressort, mais qui n'y voient apparemment pas une nécessité immédiate, auront aussi l'occasion de voter contre l'amendement.

Mon parti, qui appuiera l'amendement, a trois buts: protester tout d'abord contre le non-leadership du gouvernement et sa crédibilité de plus en plus minée par les graves problèmes économiques et sociaux du pays; signaler ensuite l'inacceptable augmentation des impôts que les particuliers ont eu à subir récemment; et enfin, attirer l'attention sur la nécessité de concepts comme la retenue et la diminution des dépenses gouvernementales, et sur le fait que le gouvernement doit les prendre au sérieux.